

Overwegende dat het geboden is een gemeenschapsinstelling te belasten met de vroeger aan een nationale instelling opgedragen taken van administratief en financieel beheer van de structuren tot bestrijding van tuberculose en van medewerking inzake socio-profylaxe tegen de tuberculose;

Overwegende dat het geboden is deze gemeenschapsinstelling toe te staan aan de bestrijding van de niet-tuberculeuze ademhalingsaandoeningen van sociale aard deel te nemen alsmede aan de coördinatie van de activiteiten inzake sanitaire opleiding;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, zoals het door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen vervangen is;

Overwegende dat het nodig is binnen korte tijd voor de voorzetting op Gemeenschapsniveau te zorgen van de medisch-sociale tuberculosebestrijding;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid aldus gemotiveerd is;

Op de voordracht van Onze Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve op 28 februari 1984,

Besluiten :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 21 maart 1961 tot bepaling van de voorwaarden inzake de sociaal-medische tuberculosebestrijding, tot toekenning van de subsidies ten bate van de bestrijding en tot vaststelling van de regelen waarnaar zij dienen toegekend alsmede in het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 houdende rationalisering van de opsporing en de profylaxe van

tuberculose door de socio-profylactische équipes voor tuberculosebestrijding, evenals de toekenning van toelagen voor deze bestrijding en de vaststelling van de voorwaarden volgens welke zij worden toegekend, zoals zij later gewijzigd werden, worden de woorden « Belgisch nationaal werk tot bestrijding der tuberculose », wat de Franse Gemeenschap betreft, vervangen door de woorden « Fondation contre les affections respiratoires et pour l'éducation à la santé ».

Art. 2. Het tweede lid van artikel 1 van Titel I van het koninklijk besluit van 21 maart 1961 zoals het later gewijzigd is, wordt, wat de Franse Gemeenschap betreft, vervangen door de volgende bepaling :

« De opdracht van de « Fondation contre les affections respiratoires et pour l'éducation à la santé » bestaat er onder meer in :

1° de actie van de coördinatiecommissies te bezielen, en, in voorkomend geval, de taak van werkgeefster waar te nemen voor het personeel van het secretariaat van die commissies;

2° aan de Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede aan de Communautaire Adviesraad van de preventieve geneeskunde inlichtingen te verstrekken over alle vraagstukken betreffende de tuberculosebestrijding, de bestrijding van de niet-tuberculeuze ademhalingsaandoeningen en de coördinatie van de opvoedende activiteiten inzake gezondheidszorg;

3° jaarlijks verslag uit te brengen over het gebruik, onder de voorwaarden bepaald door de Minister, van de ontvangen subsidies en over de werkzaamheden ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Brussel, 1 maart 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,
R. URBAIN

F. 84 — 1254

10 MAI 1984. — Arrêté de l'Exécutif portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées, fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 décembre 1983 déterminant les règles à suivre pour l'agrément, l'organisation et le fonctionnement des institutions destinées à accueillir des personnes handicapées placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, ainsi que pour la subsidiation des frais d'hébergement, d'entretien, d'éducation et de traitement des bénéficiaires dudit fonds, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er, tel que modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique de désigner sans retard les services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté fixe les critères auxquels doivent répondre pour être agréés les services spécialisés habilités à délivrer le rapport d'admission des personnes handicapées dans les institutions destinées à accueillir les bénéficiaires à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées et les services de contrôle destinés à émettre un avis sur les rapports d'admission délivrés par les services spécialisés agréés.

Art. 2. Le placement des personnes handicapées s'effectue sur base d'un rapport délivré par un service spécialisé agréé.

Art. 3, § 1. Le Service spécialisé agréé qui délivre le rapport visé à l'article 2 ainsi que le personnel qui le compose doivent être indépendants du pouvoir organisateur de l'institution à laquelle la personne handicapée sera confiée.

§ 2. Le personnel doit comprendre au moins :

a) un psychologue porteur d'une licence universitaire en psychologie;

b) un auxiliaire social;

c) un ou des médecins titulaires des spécialités appropriées aux types de handicaps pour lesquels le service est habilité à délivrer un rapport conformément à l'article 5.

§ 3. a) le service s'engage à faire les examens à titre gratuit ou à pratiquer aux taux de consultation couverts par le remboursement médico-mutuelliste;

b) le service ne procède aux examens qu'à la demande écrite de la personne handicapée, de son représentant légal, de la personne qui en a la garde, ou d'une personne spécialement mandatée à cette fin à laquelle les conclusions seront directement communiquées dans un délai de 30 jours à dater de la demande;

c) les spécialistes cités au § 2 procèdent eux-mêmes aux investigations requises pour la rédaction du rapport et sont tenus au secret professionnel sur les faits découverts à l'occasion de leurs travaux;

d) le service n'a pas d'activité politique, ne se livre à aucune propagande politique et s'interdit toute concurrence déloyale à l'égard des autres services spécialisés reconnus par le Ministre des Affaires sociales;

e) le service s'engage à limiter ses activités à la délivrance du rapport d'admission dans une institution du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques à l'exclusion de la guidance permanente des personnes handicapées examinées. Au cas où le service serait chargé de la guidance des personnes handicapées de l'institution, il s'engage à ne pas délivrer de rapport d'admission pour ces mêmes personnes handicapées.

Art. 4. § 1. Le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques contient toutes les données nécessaires pour établir un bilan médical, psychologique, pédagogique et social du handicapé.

§ 2. Le rapport conseille le type d'institution dans l'intérêt de la personne handicapée et compte tenu du projet pédagogique de ces institutions.

§ 3. a) le rapport doit proposer une réévaluation du dossier de la personne handicapée dans un délai maximum de deux ans;

b) entre-temps, des bilans d'évolution de l'état de la personne handicapée peuvent être établis par le service spécialisé dans l'intérêt de la personne handicapée;

c) compte tenu de la réévaluation telle que prévue au point a et des bilans d'évolution tels que prévus au point b du présent article, le service spécialisé peut émettre des propositions concernant une autre orientation de la personne handicapée.

Art. 5. En application de l'article 3, § 2, point c, les aspects médicaux doivent obligatoirement être traités par un des spécialistes suivants :

1° un pédiatre pour les handicapés des catégories 3, 4, 12, 15 de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal n° 81, du novembre 1987 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

2° un neuro-psychiatre pour les handicapés des catégories 10, 11, 14 de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal précité, ainsi que pour les mineurs d'âge atteints de troubles graves de la parole et pour les handicapés mentaux sensoriels adultes;

3° un pédiatre ou un neuro-psychiatre pour les handicapés des catégories 1, 2, 5, 6, 8, 9 de l'article 3, § 1er de l'arrêté royal précité;

4° un oto-rhino-laryngologiste pour les handicapés de l'ouïe;

5° un ophtalmologue pour les handicapés de la vue;

6° un médecin dont la spécialité correspond au handicap physique des personnes non visées ci-dessus.

Art. 6. Les aspects psychologiques du rapport doivent être traités en deux rubriques distinctes : la première comporte une analyse psychologique effective du handicapé et la seconde une évaluation pédagogique.

Ces deux rubriques peuvent être établies par des psychologues différents.

Art. 7. Sont agréés en qualité de services spécialisés habilités à délivrer le rapport visé à l'article 1er :

1° les centres psycho-médico-sociaux reconnus par le Ministre de l'Education nationale;

2° les centres d'orientation scolaire ou professionnelle reconnus par le Ministre de l'Education nationale;

3° les services habilités à délivrer le rapport d'inscription dans l'enseignement spécial reconnus par le Ministre de l'Education nationale;

4° les centres de guidance reconnus par le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la politique de la santé dans ses attributions;

5° les services de santé mentale reconnus par le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la politique de la santé dans ses attributions;

6° les centres d'orientation professionnelle spécialisée du Fonds national de reclassement social des handicapés;

7° les centres ou services de réadaptation fonctionnelle du Fonds national de reclassement social des handicapés.

Art. 8. Les services spécialisés sont soumis au contrôle selon le cas de l'Inspection des centres psycho-médico-sociaux dépendant du Ministère de l'Education nationale, de l'Inspection générale de la médecine curative du Ministère de la Communauté française, de l'Inspection de l'administration du Fonds national de reclassement social des handicapés.

Cette inspection porte sur les activités spécifiques du service qui sont en relation avec la rédaction des rapports d'admission des personnes handicapées dans les institutions et sur l'application du présent arrêté.

Art. 9. Chaque fois qu'une erreur d'orientation est constatée dans le placement d'une personne handicapée par les services d'inspection tels que repris à l'article 8, un nouveau rapport sera établi dans le mois par un service spécialisé désigné à cet effet par le service d'inspection.

Art. 10. Sur avis des services d'inspection tels que repris à l'article 8, le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions, peut retirer l'agrément d'un service spécialisé qui délivre des rapports non conformes aux exigences du présent arrêté ou qui préconise le placement des personnes handicapées sans que cette mesure soit nécessaire.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 10 mai 1984.

Bruxelles, le 10 mai 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre des Affaires Sociales,

Ph. MONFILS

VERTALING

N. 84 — 1254

10 MEI 1984. — Besluit van de Executieve houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst, tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd verslag moet voldoen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 december 1983 tot bepaling van de te volgen regels voor de erkenning, de organisatie en de werkwijze van de opvanginrichtingen voor gehandicapten, personen geplaatst ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, alsmede voor de subsidiëring van de kosten voor huisvesting, onderhoud, opvoeding en behandeling van de begunstigden van voornoemd Fonds, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het besluit van de Executieve van 28 januari 1982 betreffende de regeling van zijn werkwijze;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de raudzaamheid onverwijld de gespecialiseerde diensten aan te wijzen die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de criteria waaraan, om te worden erkend, de gespecialiseerde diensten moeten voldoen die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen waardoor gehandicapten kunnen worden opgenomen in inrichtingen bestemd voor de opvang van de begunstigden ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten en controlediensten die advies moeten verstrekken over de toelatingsrapporten uitgebracht door de erkende gespecialiseerde diensten.

Art. 2. De plaatsing van gehandicapten geschiedt op grond van een rapport uitgebracht door een erkende gespecialiseerde dienst.

Art. 3. § 1. De erkende gespecialiseerde dienst die het in artikel 2 bedoelde rapport uitbrengt alsmede het personeel waaruit hij is samengesteld dient onafhankelijk te zijn van de inrichtende overheid, van de inrichting waarvan de gehandicapte wordt toevertrouwd.

§ 2. Het personeel omvat ten minste :

- a) een psycholoog houder van een licentiatsdiploma in de psychologie;
- b) een sociale hulpkracht;
- c) één of meer artsen die titularis zijn van de gespecialiseerde diensten die aangepast zijn aan het type gehandicapten voor wie de dienst een verslag mag uitbrengen overeenkomstig artikel 5;

§ 3. a) De dienst verbindt zich ertoe gratis onderzoek in te stellen of te praktiseren tegen consultprijzen die worden gedekt door de terugbetalingen van het ziekenfonds;

b) De dienst stelt slechts een onderzoek in op schriftelijk verzoek van de gehandicapte, zijn wettelijke vertegenwoordiger, de persoon die de hoede over hem heeft of een speciaal daartoe gemachtigde persoon aan wie de besluiten rechtstreeks worden medegedeeld binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf het verzoek;

c) De in § 2 vermelde specialisten verrichten zelf het onderzoek vereist voor het opmaken van het rapport en zijn verplicht tot geheimhouding omtrent de feiten die zij tijdens hun werkzaamheden ontdekken;

d) De dienst oefent geen politieke activiteit uit, voert geen politieke propaganda en verbindt zich ertoe geen oneerlijke concurrentie aan te doen aan andere gespecialiseerde diensten die erkend zijn door het Ministerie van Sociale Zaken;

e) De dienst verbindt zich ertoe zijn werkzaamheden te beperken tot het uitbrengen van het rapport met het oog op toelating in het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg, met uitsluiting van de permanente begeleiding van onderzochte gehandicapten. Ingeval de dienst belast wordt met de begeleiding van de gehandicapten van de inrichting, verbindt hij zich ertoe voor die gehandicapten geen toelatingsrapport af te leveren.

Art. 4. § 1. Het rapport op grond waarvan de gehandicapten worden geplaatst ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg bevat alle gegevens die nodig zijn om een medische, psychologische, pedagogische en sociale balans van de gehandicapte op te maken.

§ 2. Het rapport doet aanbevelingen over het type inrichting in het belang van de gehandicapte en rekening houdend met het pedagogisch concept van die inrichtingen.

§ 3. a) Het rapport moet binnen een termijn van maximum twee jaar een herziening voorstellen van het dossier van de gehandicapte.

b) Intussen, kan de gespecialiseerde dienst een exclusief profiel opmaken van de toestand van de gehandicapte in het belang van deze laatste.

c) Rekening houdend met de herziening bedoeld onder punt a en met de evolutieve profielen bedoeld onder punt b van dit artikel, kan de gespecialiseerde dienst voorstellen doen inzake een andere oriëntering van de gehandicapte.

Art. 5. In toepassing van artikel 3, § 2, punt c, dienen de medische aspecten verplicht te worden behandeld door een van de hierna volgende specialisten :

- 1° een kinderarts voor de gehandicapten uit de categorieën 3, 4, 12, 15 van artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot oprichting van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

- 2° een neuropsychiater voor de gehandicapten uit de categorieën 10, 11, 14 van artikel 3, § 1, van voornoemd koninklijk besluit, alsmede voor de minderjarigen die lijden aan ernstige spraakstoornissen en voor de volwassen zintuiglijk en neutraal gehandicapten;

- 3° een kinderarts of een neuropsychiater voor de gehandicapten uit de categorieën 1, 2, 5, 6, 8, 9 van artikel 3, § 1, van voornoemd koninklijk besluit;

- 4° een keel-, neus- en oorarts voor gehoorgestoorden;

- 5° een oogarts voor de visueel gehandicapten;

- 6° een arts wiens specialisme overeenstemt met de fysieke handicap van de personen die niet in bovenstaande lijst zijn vermeld.

Art. 6. De psychologische aspecten van het rapport moeten in twee onderscheiden rubrieken worden behandeld : de eerste omvat een daadwerkelijke psychologische analyse van de gehandicapte en de tweede een pedagogische evaluatie.

Deze twee rubrieken kunnen door verschillende psychologen worden samengesteld.

Art. 7. Zijn erkend als gespecialiseerde diensten gemachtigd tot aflevering van het rapport bedoeld in artikel 1 :

- 1° de psycho-medisch-sociale centra erkend door de Minister van Nationale Opvoeding;

- 2° de centra voor studie- of beroepsoriëntering erkend door de Minister van Nationale Opvoeding;

- 3° de diensten gemachtigd tot aflevering van het rapport voor inschrijving in het bijzonder onderwijs erkend door het Ministerie van Nationale Opvoeding;

- 4° de begeleidingscentra erkend door de Minister van de Executieve van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het gezondheidsbeleid;

- 5° de diensten voor metale gezondheidszorg erkend door de Minister van de Executieve van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het gezondheidsbeleid;

- 6° de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntering van het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de Minder-validen;

- 7° de centra of diensten voor functionele revalidatie van het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de Minder-validen.

Art. 8. De gespecialiseerde diensten zijn, naargelang van het geval, onderworpen aan het toezicht van de Inspectie van de psycho-medisch-sociale diensten afhankelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding, van de Algemene Inspectie van de curatieve geneeskunde van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Inspectie van het bestuur van het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de Minder-validen.

Dit toezicht slaat op de specifieke werkzaamheden van de dienst welke verband houden met het opmaken van de rapporten met het oog op de toelating van gehandicapten in de inrichtingen en met de toepassing van dit besluit.

Art. 9. Telkens wanneer een oriënteringsfout wordt vastgesteld bij de plaatsing van een gehandicapte door de inspectiediensten genoemd in artikel 8, wordt binnen de maand een nieuw rapport opgemaakt door een gespecialiseerde dienst die daartoe is aangewezen door de inspectiedienst.

Art. 10. Op advies van de inspectiediensten genoemd in artikel 8, kan de Minister van de Executieve van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het gehandicaptenbeleid, de erkenning intrekken van een gespecialiseerde dienst die rapporten uitbrengt welke niet voldoen aan de vereisten van het onderhavige besluit of die de plaatsing aanbeveelt van gehandicapten zonder dat de maatregel nodig is.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 10 mei 1984.

Brussel, 10 mei 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS